

# Actifs Numériques en Bretagne : Cadre Juridique et Fiscal

Bienvenue à cette présentation consacrée au cadre juridique et fiscal des crypto-monnaies pour les entreprises et associations bretonnes. La Bretagne, région d'innovation et de traditions, voit un nombre croissant d'acteurs économiques locaux s'intéresser aux actifs numériques.

Nous explorerons ensemble les obligations légales, comptables et fiscales applicables aux transactions en crypto-monnaies sur le territoire français, avec un regard particulier sur les spécificités régionales bretonnes.



# La Bretagne et l'Innovation Numérique

## Un Héritage d'Innovation

La Bretagne s'est toujours distinguée par sa capacité à conjuguer traditions et innovations. Cette région possède un écosystème technologique dynamique avec des pôles comme Rennes, Brest et Lannion.

## Adoption des Cryptomonnaies

De nombreuses entreprises bretonnes, des startups aux commerces traditionnels, explorent désormais les possibilités offertes par les actifs numériques pour leurs transactions et leur développement international.

## Préservation de l'Identité

L'adoption des technologies blockchain s'inscrit dans une volonté de préserver l'autonomie économique et l'identité culturelle bretonne, tout en s'ouvrant aux innovations mondiales.



# Définition Juridique des Actifs Numériques

## Article L54-10-1 du Code monétaire et financier

Définit les actifs numériques comme "toute représentation numérique d'une valeur qui n'est pas émise ou garantie par une banque centrale ou par une autorité publique".

## Deux Catégories Principales

Jetons virtuels (cryptocurrencies) utilisés comme moyen d'échange et jetons utilitaires (utility tokens) donnant accès à certains produits ou services.

## Statut Juridique

Les cryptomonnaies ne sont pas considérées comme des monnaies légales en France, mais comme des "biens meubles incorporels" selon la jurisprudence récente.





# Directive Européenne et Lutte Anti-Blanchiment



## Directive UE 2018/843 (5AMLD)

Transposée en droit français, cette directive renforce les obligations de vigilance pour les transactions en cryptomonnaies. Elle impose une identification rigoureuse des parties.



## Obligations de KYC

Les entreprises bretonnes utilisant des cryptomonnaies doivent vérifier l'identité de leurs partenaires commerciaux et conserver ces informations pendant 5 ans minimum.



## Signalements Obligatoires

Tout soupçon d'activité frauduleuse doit être signalé à TRACFIN. Les entreprises doivent mettre en place des procédures internes de détection des opérations suspectes.

# Obligations Comptables Fondamentales



## Article L123-12 du Code de commerce

Exige que toute transaction commerciale, même effectuée en cryptomonnaie, soit enregistrée dans les livres comptables en euros, la monnaie légale française.



## Conversion Obligatoire

Selon le BOFiP 5 B-26-20, chaque transaction doit être convertie au cours du jour où elle a été réalisée, en utilisant le taux de change d'une plateforme reconnue.



## Conservation des Justificatifs

Les entreprises bretonnes doivent conserver pendant 10 ans tous les justificatifs de transactions en cryptomonnaies, incluant les identifiants blockchain uniques.





# Régime Fiscal des Plus-Values

## Article 150 VH bis du CGI

Prévoit l'imposition des plus-values réalisées par les particuliers à 30% (Prélèvement Forfaitaire Unique).

## Moment d'Imposition

La plus-value est imposable lors de la conversion en euros ou lors de l'achat de biens ou services avec la cryptomonnaie.



## Article 92 B du CGI

Pour les entreprises bretonnes, les plus-values sur cryptomonnaies suivent le régime des plus-values professionnelles, intégrées au résultat imposable.

## Détermination de la Plus-Value

Calculée comme la différence entre la valeur de cession et la valeur d'acquisition, en euros. Les frais de transaction peuvent être déduits.

# Obligations Déclaratives Spécifiques



## Formulaire 2086

Déclaration annuelle des comptes d'actifs numériques



## Déclaration 2042 C

Pour les plus-values et les revenus de cryptomonnaies



## Transmission à l'administration

Via le portail en ligne des impôts avant les échéances légales

Les entreprises et associations bretonnes doivent scrupuleusement respecter ces obligations déclaratives. Le non-respect de ces formalités peut entraîner des pénalités significatives, indépendamment de la bonne foi du contribuable. Il est recommandé de conserver tous les justificatifs des transactions et des conversions pour faciliter les contrôles éventuels.

# Régime de TVA Applicable

## Exonération de TVA

Selon l'arrêt de la CJUE Skatteverket c/ Hedqvist, les opérations d'échange entre monnaies traditionnelles et cryptomonnaies sont exonérées de TVA. Cette jurisprudence s'applique dans toute l'Union Européenne, y compris en Bretagne.

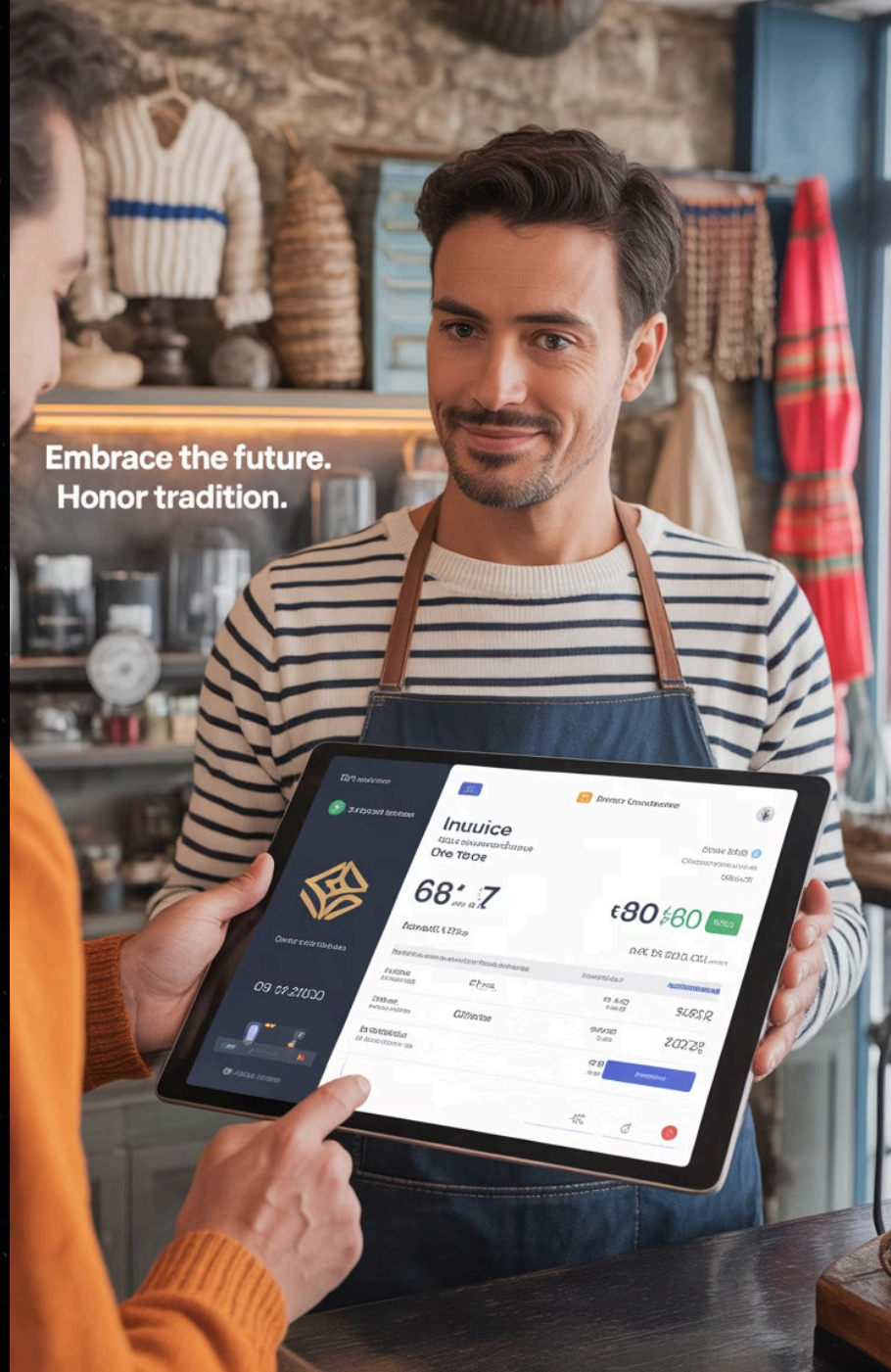
## Cas des Biens et Services

Lorsqu'une entreprise bretonne vend des biens ou services contre des cryptomonnaies, la TVA reste due sur la valeur en euros de la transaction. La base d'imposition est la contre-valeur en euros au moment de la transaction.

## Obligations Documentaires

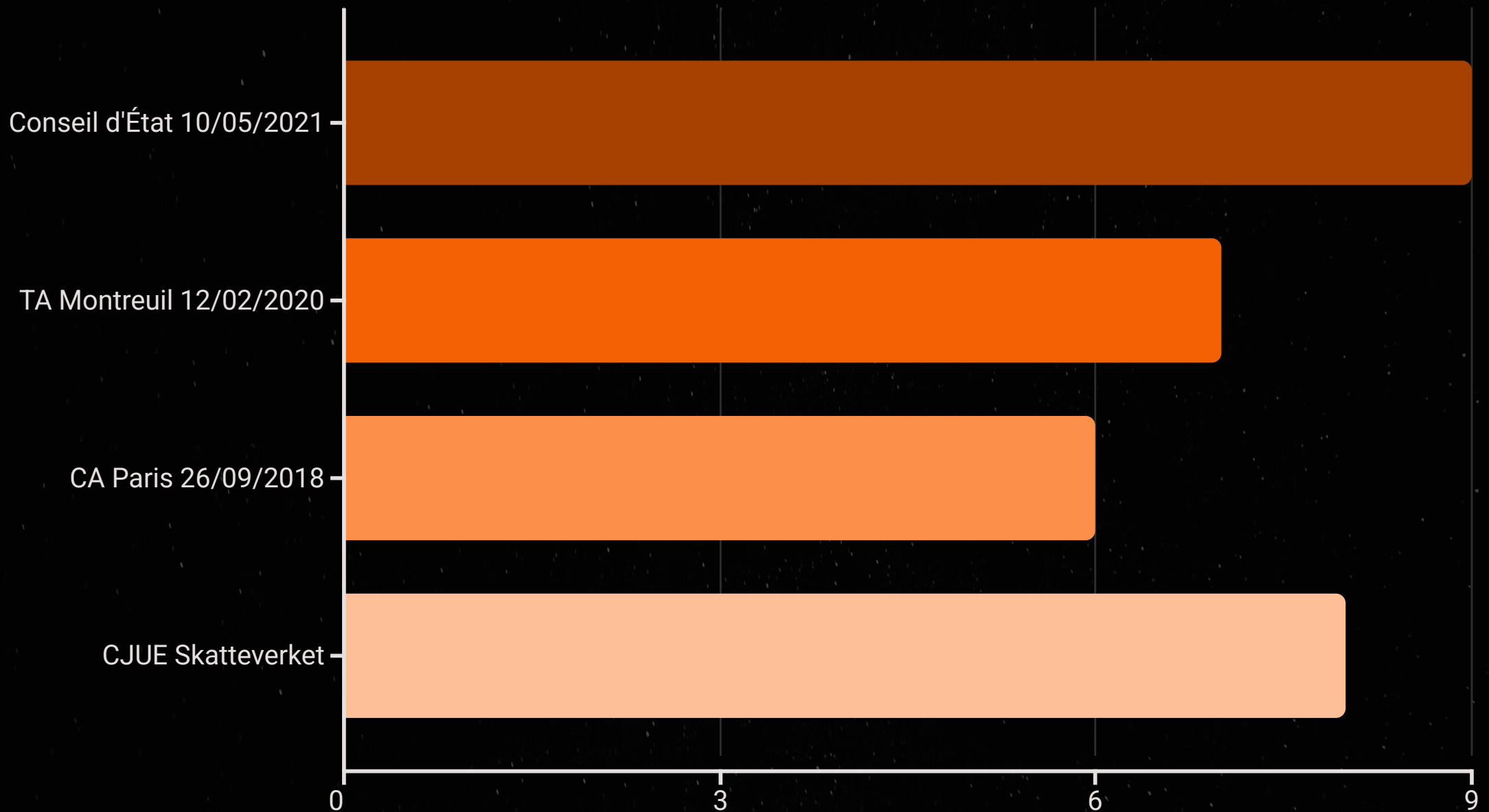
L'entreprise doit indiquer sur ses factures le montant en cryptomonnaie, sa contre-valeur en euros, et le taux de conversion utilisé. Ces informations sont essentielles pour la déclaration de TVA.

Embrace the future.  
Honor tradition.



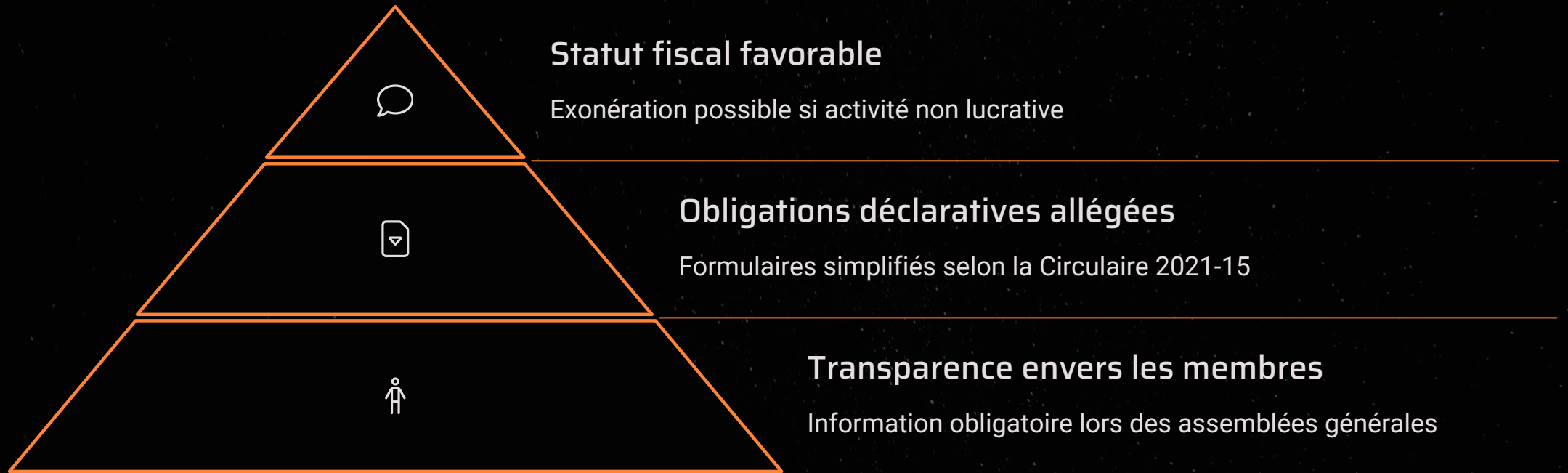


# Jurisprudence Clé et Son Impact



L'arrêt du Conseil d'État du 10 mai 2021 (n°442609) a un impact majeur car il confirme le régime fiscal spécifique des cryptomonnaies. Le Tribunal Administratif de Montreuil a quant à lui établi l'obligation de traçabilité complète des transactions. Ces décisions forment un cadre jurisprudentiel que les acteurs économiques bretons doivent intégrer à leur stratégie de conformité.

# Spécificités pour les Associations Bretonnes



Les associations bretonnes bénéficient d'un cadre fiscal potentiellement avantageux grâce à l'Article 261-7-1° du CGI, qui prévoit une exonération d'impôts commerciaux pour les activités non lucratives. La Circulaire 2021-15 du 19 octobre 2021 précise les modalités de déclaration spécifiques aux organisations à but non lucratif utilisant des cryptomonnaies.

# Registre Chronologique des Transactions



## Enregistrement

Chaque transaction doit être consignée dès sa réalisation



## Documentation

Noter la date, parties, montants et identifiants blockchain



## Conversion

Calculer et noter l'équivalent en euros au cours du jour



## Archivage

Conserver toutes les pièces justificatives pendant 10 ans

La tenue d'un registre chronologique détaillé constitue une obligation légale et une bonne pratique comptable essentielle. Pour les entreprises bretonnes engagées dans le commerce international, ce registre facilite également la justification des flux financiers transfrontaliers, particulièrement importants dans cette région maritime ouverte sur l'Atlantique.





# Conservation des Justificatifs

## 10 ans

Durée légale de  
conservation

Période minimale obligatoire pour  
tous les documents comptables

## 100%

Taux de couverture

Toutes les transactions doivent être  
documentées

## 3 copies

Redondance recommandée

Conservation en formats physique et  
numérique

Les justificatifs liés aux transactions en cryptomonnaies doivent être conservés avec le même soin que les documents comptables traditionnels. Pour les entreprises bretonnes, particulièrement celles situées dans des zones côtières sujettes aux intempéries, la multiplication des copies de sauvegarde est vivement conseillée pour prévenir toute perte accidentelle de données.





# Conversion Systématique en Euros



## Utilisation de plateformes reconnues

Les entreprises bretonnes doivent utiliser des sources fiables et constantes pour les taux de conversion, comme Coinbase Pro, Kraken ou Binance.



## Horodatage précis

La conversion doit être effectuée au moment exact de la transaction, avec documentation du taux utilisé et de l'heure de référence.



## Traçabilité complète

Chaque conversion doit être documentée avec capture d'écran ou certification du taux appliqué pour résister à un contrôle fiscal.



# Références de Transaction sur les Factures

Élément requis	Format recommandé	Exemple
Montant en cryptomonnaie	Valeur à 8 décimales	0,00583211 BTC
Équivalent en euros	Valeur avec 2 décimales	235,45 €
Taux de conversion	1 unité = valeur en €	1 BTC = 40 369,25 €
Identifiant blockchain	Hash de transaction	0x78f2...
Date et heure	JJ/MM/AAAA HH:MM	15/04/2023 14:32

Les factures impliquant des cryptomonnaies doivent inclure toutes ces informations pour être conformes à la législation française. Pour les entreprises bretonnes du secteur touristique, particulièrement nombreuses, cette transparence renforce également la confiance des clients internationaux familiers des paiements en cryptomonnaies.



**Transaction confirmed**

Embracing the future of breton commerce



# Sanctions et Risques Juridiques



## Amendes pour Omission Déclarative

Selon l'Article 1736 du CGI, l'omission de déclaration des comptes d'actifs numériques peut entraîner une amende pouvant atteindre 10 000€. Cette sanction s'applique indépendamment du montant des transactions non déclarées.



## Sanctions Anti-Blanchiment

L'Article L561-46 du Code Monétaire et Financier prévoit des sanctions pouvant atteindre 750 000€ pour les manquements aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent liées aux transactions en cryptomonnaies.



## Risques Judiciaires

Au-delà des amendes administratives, les infractions graves peuvent entraîner des poursuites pénales avec des peines d'emprisonnement, particulièrement en cas de fraude fiscale caractérisée ou de complicité de blanchiment.

# Sources d'Information Officielles



Il est essentiel pour les entreprises et associations bretonnes de consulter régulièrement ces sources officielles d'information. La réglementation des cryptomonnaies évolue rapidement, et ces institutions publient régulièrement des mises à jour et des clarifications sur le cadre juridique applicable.

Des newsletters spécialisées et des alertes peuvent être configurées sur ces portails pour rester informé des changements réglementaires qui pourraient affecter vos activités impliquant des cryptomonnaies.

# Adaptation au Contexte Breton

## Patrimoine et Modernité

Conciliation des traditions bretonnes  
avec l'innovation financière

## Écosystème Local

Développement d'expertises juridiques  
et comptables spécialisées en Bretagne



## Commerce International

Utilisation des cryptomonnaies pour  
faciliter les exportations régionales

## Économie Maritime

Adaptation des solutions blockchain  
aux spécificités du secteur maritime

La Bretagne, avec son identité culturelle forte et son économie diversifiée, présente des particularités dont les entreprises doivent tenir compte dans leur utilisation des cryptomonnaies. L'adaptation des obligations nationales au contexte régional permet de tirer pleinement parti des opportunités offertes par ces nouvelles technologies, tout en respectant le cadre légal.





# Évolutions Législatives Attendues

1

2023

Entrée en vigueur du règlement européen MiCA (Markets in Crypto-Assets) harmonisant les règles au niveau de l'UE.

2

2024

Adoption prévue de nouvelles obligations déclaratives et renforcement du cadre anti-blanchiment spécifique aux cryptomonnaies.

3

2025

Intégration complète des cryptomonnaies dans le système fiscal français avec potentiellement un régime spécifique.

4

2026

Mise en place d'un cadre européen complet pour les stablecoins et les monnaies numériques de banques centrales.

Les entreprises et associations bretonnes doivent anticiper ces évolutions réglementaires pour adapter progressivement leurs pratiques. Une veille juridique active est recommandée, idéalement en s'appuyant sur des conseillers spécialisés familiers avec les spécificités de l'écosystème économique breton.



# Recommandations pour les Acteurs Bretons



## Formation

Investir dans la formation du personnel comptable et financier aux spécificités des cryptomonnaies et de la blockchain. Des programmes spécialisés sont disponibles à Rennes et Brest.



## Conseil Spécialisé

S'entourer d'experts-comptables et de juristes formés aux cryptomonnaies, idéalement familiers avec l'écosystème économique breton et ses particularités.



## Conformité Proactive

Anticiper les évolutions réglementaires en adoptant dès maintenant les standards les plus exigeants en matière de traçabilité et de documentation des transactions.



## Réseautage Régional

Rejoindre les communautés bretonnes d'utilisateurs de cryptomonnaies pour partager les bonnes pratiques et mutualiser les ressources de veille réglementaire.



# Conclusion et Contacts Utiles

## Points Clés à Retenir

- Les cryptomonnaies sont reconnues légalement mais soumises à un cadre strict
- La comptabilité doit toujours être tenue en euros
- Les obligations déclaratives sont nombreuses et les sanctions dissuasives
- La réglementation évolue rapidement et nécessite une veille constante

## Contacts Régionaux Spécialisés

- Chambre de Commerce et d'Industrie de Bretagne - Service Numérique
- Ordre des Experts-Comptables de Bretagne - Commission Blockchain
- Barreau de Rennes - Section Droit des Technologies
- Bretagne Développement Innovation - Pôle Fintech

## Ressources en Ligne

- Portail des Impôts - Section Actifs Numériques
- Autorité des Marchés Financiers - Espace Crypto-actifs
- Observatoire Breton des Technologies Financières
- Guide Pratique des Cryptomonnaies pour Entreprises Bretonnes

